

FINANCES PUBLIQUES

La dette publique est-elle hors de contrôle ?

LE 16 SEPTEMBRE 2024 ⌚ 5 min

[10 questions pour comprendre le budget] Malgré le dérapage récent des comptes publics, il n'y a pas (encore) le feu au lac. Pour ne pas tuer l'activité économique, le redressement des comptes devra être progressif.



ministre démissionnaire de l'Economie et Eric Coquerel, président de la commission des Finances sur la situation budgétaire de 2024, le 9 septembre 2024. PHOTO : Eric TSCHA

Par **Christian Chavagneux** ([url:/users/christian-chavagneux](https://users.christian-chavagneux))

A la fin du premier trimestre, la dette publique française s'élevait à 3 159,7 milliards d'euros, soit l'équivalent de 110,7 points de produit intérieur brut (PIB). Avec un déficit budgétaire à 5,5 % l'an dernier et des prévisions encore plus mauvaises pour la suite (5,6 % cette année et 6,2 % l'an

prochain), la France commence à prendre une pente dangereuse. La maîtrise des déficits et de la progression de la dette sera sûrement en tête de liste du programme du nouveau gouvernement ([url:https://www.alternatives-economiques.fr/10-dossiers-chauds-attendent-michel-barnier-12/00112284](https://www.alternatives-economiques.fr/10-dossiers-chauds-attendent-michel-barnier-12/00112284)).

Mais maîtriser les comptes publics relève d'un art subtil : trop tailler dans les dépenses ou trop augmenter les impôts ont des effets négatifs sur la demande intérieure. Avec la consommation et l'investissement, les dépenses publiques sont l'un des moteurs de l'activité. Selon la dernière analyse de conjoncture de l'Insee ([url:https://www.alternatives-economiques.fr/christian-chavagneux/politique-contre-croissance/00112341](https://www.alternatives-economiques.fr/christian-chavagneux/politique-contre-croissance/00112341)), c'est même en ce moment le dernier moteur interne allumé : une trop grande austérité achèverait de plomber notre économie.

De la même façon, augmenter indistinctement les impôts de façon trop soutenue affaiblit le pouvoir d'achat des ménages et la consommation – raison pour laquelle il faut cibler ces hausses sur les très riches dont la propension à consommer est faible.

Bref, il faut rétablir les comptes publics mais « *ne pas tenter à tout prix de réduire la dette (encore moins à court terme), mais plutôt éviter qu'elle n'explose* » expliquent les économistes Clara Léonard et Mathilde Viennot dans une analyse récente ([url:https://www.institutavantgarde.fr/letat-francais-risque-t-il-de-faire-faillite/](https://www.institutavantgarde.fr/letat-francais-risque-t-il-de-faire-faillite/)). Il faut prendre son temps pour bien le faire, de sept à dix ans, conseillaient les experts du Conseil d'analyse économique ([url:https://www.cae-eco.fr/quelle-trajectoire-pour-les-finances-publiques-francaises](https://www.cae-eco.fr/quelle-trajectoire-pour-les-finances-publiques-francaises)) (CAE), et ceux du Cepremap ([url:https://www.cepremap.fr/2024/08/reduction-de-la-dette-publique-francaise-quelles-implications-pour-les-choix-budgetaires-de-letat/](https://www.cepremap.fr/2024/08/reduction-de-la-dette-publique-francaise-quelles-implications-pour-les-choix-budgetaires-de-letat/)) (Centre pour la recherche économique et ses applications) cet été.

Le coût de la dette sous contrôle

Mais n'est-ce pas trop tard ? Entre-temps, le coût de la dette ne risque-t-il pas de devenir exorbitant ? La réponse est non : plusieurs éléments permettent à la France de prendre le temps qu'il faut pour reprendre la maîtrise de ses comptes publics.

D'abord, la Banque centrale européenne (BCE) oriente désormais sa politique monétaire dans le sens d'un assouplissement, à l'image de la nouvelle baisse de ses taux d'intérêt directeurs ([url:https://www.ecb.europa.eu/press/pr/date/2024/html/ecb.mp240912~67cb23badb.en.html](https://www.ecb.europa.eu/press/pr/date/2024/html/ecb.mp240912~67cb23badb.en.html)) effectuée le 12 septembre dernier. Avec la baisse des taux, c'est le coût de la dette qui diminue.

De plus, la France bénéficie du fait que la maturité moyenne de sa dette, c'est-à-dire l'horizon de son remboursement, est de 8,5 années. Depuis 2017, l'Agence France Trésor, qui gère notre dette, a même accru cette maturité vers 11,7 ans. Cela signifie que la hausse des taux d'intérêt qui a eu lieu entre l'été 2022 et l'été 2024 ne porte que sur une petite partie de notre dette.

Certes, la France emprunte désormais à des taux plus élevés qu'avant l'été 2022 mais, du fait de la maturité longue de nos emprunts, l'effet se fait sentir dans le long terme et sera temporaire. De quoi laisser le temps d'ajuster les comptes. Si l'on rapporte les charges d'intérêts de la dette au PIB, on constate que le ratio, à 1,8 % en 2023, a peu augmenté et reste largement sous sa moyenne historique.

Enfin, l'attitude de l'Allemagne pourrait indirectement profiter à la France. Bien que l'économie de notre voisin soit atone ([url:https://www.alternatives-economiques.fr/lallemagne-redoute-de-senfoncer-recession/00107654](https://www.alternatives-economiques.fr/lallemagne-redoute-de-senfoncer-recession/00107654)) depuis l'an dernier, Christian Lindner, le ministre des Finances allemand, ne pense qu'à réduire le déficit budgétaire, pourtant prévu à 1,9 % cette année, ainsi que la dette, équivalente à 63 % du PIB. Ce qui conduit à moins d'émissions de dette allemande, ce dont la France bénéficie car, pour maîtriser leurs risques, les créanciers internationaux aiment détenir des titres de dette publique. Ceux de l'Allemagne se faisant plus rares, la dette publique française, considérée comme un actif sûr, reçoit un bon accueil.

Fragilisée par la situation politique

La dette publique française et son coût restent donc aujourd'hui sous contrôle. Le principal danger provient davantage de notre situation politique. Entre la dissolution surprise de l'Assemblée nationale, la chambre introuvable qui en est sortie et la procrastination du chef de l'Etat pour nommer un Premier ministre, les décisions du président de la République ont fait ressortir la fragilité de nos institutions. La France se retrouve aujourd'hui dans une situation plus que délicate pour faire adopter un budget et la crédibilité du gouvernement à venir est d'ores et déjà incertaine.

Si le nouveau locataire de Bercy devait engager une dure politique d'austérité, cela conduirait à freiner l'activité ([url:https://www.alternatives-economiques.fr/eric-heyer-on-se-dirige-vers-un-budget-dausterite-va-reduire/00112328](https://www.alternatives-economiques.fr/eric-heyer-on-se-dirige-vers-un-budget-dausterite-va-reduire/00112328)) de telle sorte que le poids du déficit et de la dette ne diminuerait pas. Dès qu'elle aura un gouvernement, la France devra s'engager dans la maîtrise de ses comptes publics. Mais sans le faire trop vite, trop fort, trop loin.

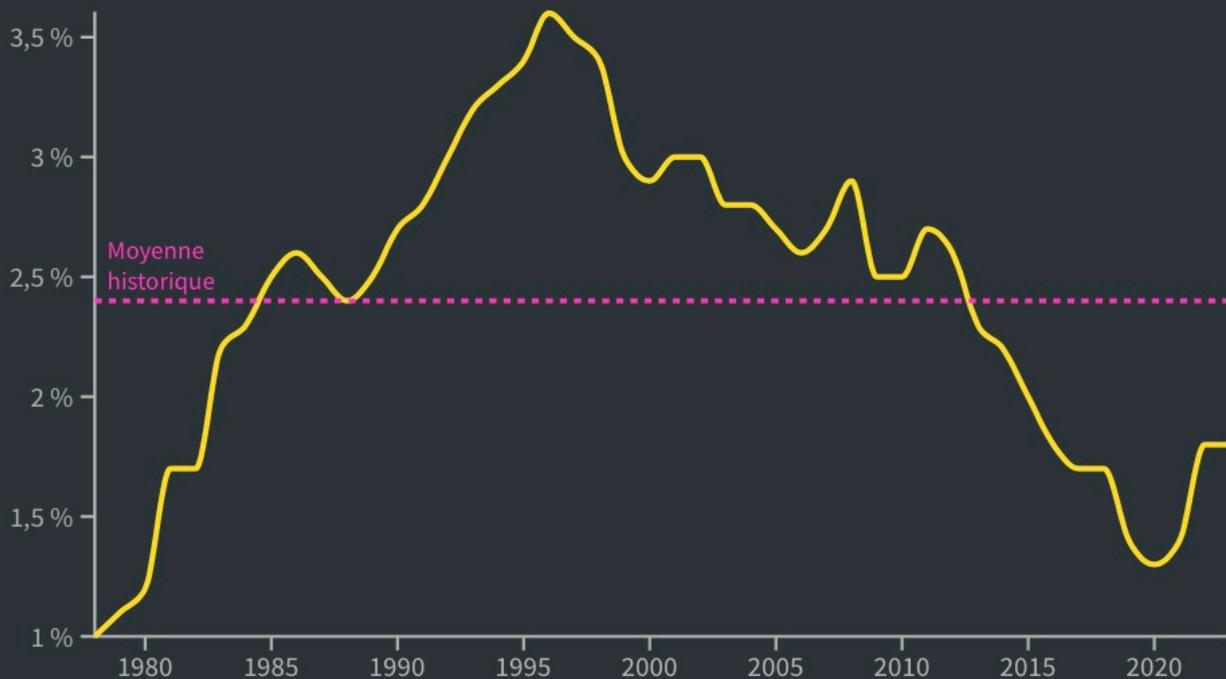
Retrouvez notre série « 10 questions pour comprendre le débat budgétaire 2025 »

([url:https://www.alternatives-economiques.fr/10-questions-comprendre-debat-budgetaire-2025/00112421](https://www.alternatives-economiques.fr/10-questions-comprendre-debat-budgetaire-2025/00112421))

Un coût de la dette qui reste mesuré

Charges d'intérêts de la dette, en % du PIB

■ Charges d'intérêts



Source : Ameco

